

À Davos, la politique omniprésente

La vocation du Forum économique mondial (le WEF, donc, qui a tenu sa fameuse réunion annuelle à Davos) est de constituer une plateforme pour que se tissent des relations et que s'établissent des coopérations entre les dirigeants des États et des grandes entreprises. La mission proclamée est ambitieuse: améliorer l'état du monde grâce à une plus grande compréhension réciproque. Il n'est pas sûr que la planète tourne plus rond depuis quinze jours, mais il y a certaines choses que l'on comprend en effet un peu mieux.

L'édition 2026 du WEF est apparue aux observateurs qui n'ont pas eu le privilège de fouler les hauteurs grisonnes comme particulièrement axée sur les questions politiques. La faute bien sûr à Donald Trump, qui a tour à tour fait la leçon à l'Europe et au reste du monde, renoncé à une action militaire au Groenland, menacé la France de 200% de

taxes douanières sur le champagne, humilié un certain nombre de chefs d'État, puis lancé un «conseil de la paix» qui a achevé de créer le malaise. De son côté – et pour ne prendre que cet exemple – la Chine s'est présentée comme un pôle de stabilité acquis au système commercial multilatéral et au libre-échange, s'engageant même à mieux ouvrir son immense marché aux importations.

Le nouvel environnement géopolitique qui se dessine peu à peu conduit naturellement les États, en tout cas ceux qui constituent des puissances moyennes, à adopter des politiques extérieures à géométrie variable, en fonction des différents enjeux qui se présentent et au gré des coalitions. Pour s'en tenir aux thématiques économiques, l'Union européenne a annoncé la semaine passée la conclusion d'un «vaste et ambitieux» accord de libre-échange avec l'In-

de (quelques jours après que le Parlement européen a décidé de saisir la justice à propos de l'accord entre l'UE et les pays du Mercosur...).

Le Canada envisage pour sa part de signer avec la Chine un partenariat stratégique visant à réduire certaines barrières tarifaires. Et tous les gouvernements ont désormais compris que les mesures commerciales décidées ou brandies par l'administration américaine (les fameux *tariffs*, mais aussi la politique industrielle, les infrastructures financières ou les chaînes d'approvisionnement) sont utilisées autant pour favoriser l'économie qu'à des fins géopolitiques. Sauve-qui-peut pour les éviter ou en amortir le choc!

La Suisse est une (petite) puissance moyenne, et sur le plan commercial seulement. Elle est indépendante des grandes coalitions économiques ou de défense. Elle n'a ni la taille du

marché ni la capacité militaire pour imposer ses conditions ni même, le plus souvent, pour entrer dans une logique de confrontation. Si elle veut défendre au mieux ses intérêts, elle n'a pas d'autres choix que de faire preuve de pragmatisme et de souplesse.

Il en faut plus que jamais pour continuer de tisser un réseau d'accords aux quatre coins du monde, avec les États qui trouvent un intérêt à une construction commune. Il en faut pour consolider une relation apaisée avec les pays voisins qui constituent l'Union européenne. Et il en faudra encore pour faire le dos rond face aux attaques, aux menaces et aux humiliations en provenance des États-Unis.



Christophe Reymond

Directeur
du Centre patronal